



Bulletin de la **D**OCUMENTATION **E**COLOGIQUE **V**OIRONNAISE pour L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE

EDITORIAL : Aujourd'hui, c'est la onzième journée de mobilisation contre la réforme des **RETRAITES**, et en attendant la douzième bientôt annoncée par l'intersyndicale, toujours pas de sortie de crise. L'heure est toujours au dialogue, toujours dans l'impasse. Certes, Elisabeth Borne a reçu l'intersyndicale il y a quelques jours. Mais la Première ministre se disait jusque là prête à discuter de tout, ou presque, sauf du report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans, soit précisément ce dont veulent absolument parler les syndicats et la gauche. Les propositions des uns et des autres tournent au dialogue de sourds. Quand le secrétaire général de la CFDT tente une ouverture, souhaitant la nomination d'un médiateur et une mise en pause de l'article 7 de la réforme, celui sur les 64 ans, pour au moins six mois, il s'attire aussitôt une fin de non-recevoir du porte-parole du gouvernement, Olivier Véran. Mais où vont donc les macroniens ? Même attitude de leur part sur le **CLIMAT, SUR L'ÉNERGIE, SUR LA BIODIVERSITÉ**. Pourquoi ? Beaucoup dans la majorité considéraient Elisabeth Borne en sursis à Matignon vu les résultats. Mais Emmanuel Macron cherche à gagner du temps. Le chef de l'Etat mise encore et toujours sur la lassitude des manifestants et la résignation de l'opinion, sans se rendre compte de ce que cette attitude lui gâche un quelconque avenir.



Sommaire :

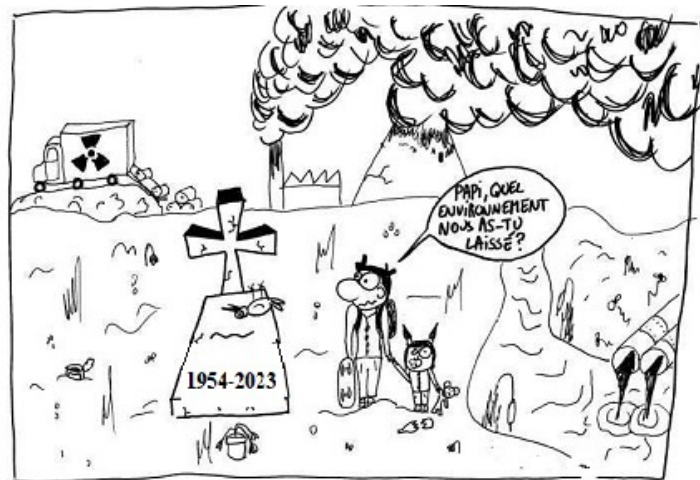
page 2 - Abeilles (suite)

page 3 - Effet de serre (suite)

page 4 - Nicolas Hulot (suite)

page 5 – L'EPR (European Pressurised Reactor) (suite)

page 6 – LES EAUX DE MARS, chanson printanière



Documentation Ecologique Voironnaise
32-34 rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous
utiliser le mail
gaby.rajon@gmail.com

MACRON FAIT NOUS
UN PEU DE
SOBRIÉTÉ...



ABEILLES

ch 5 - abeilles et humains même combat (suite)

Septembre 2020..... Nique les abeilles ! Barbara Pompili fait bien partie du gouvernement en tant que ministre de la Transition écologique, Non pas parce que son rang, son nom ou ses fonctions auraient pu être publiés au Journal officiel durant l'été, mais parce que, comme tout-e ministre de l'environnement, elle a dû accepter cette règle non écrite qui consiste à avaler d'une seule bouchée un boa constrictor en guise d'amuse-gueule. En validant le principe d'une dérogation à l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes, cette ministre commet une faute politique doublée d'une erreur stratégique : elle accepte que son rang protocolaire ne reflète nullement son poids politique. A l'instar de Nicolas Hulot et bien d'autres ministres d'État, Barbara Pompili reconnaît, au travers de cette première décision sur les néonics, que la protection de l'environnement est sous la tutelle des lobbies, qu'ils soient agricoles, cynégétiques ou nucléaires. Elle accepte également une certaine forme d'ambivalence, reconnaissant à mi-mots qu'une décision soutenue par la secrétaire d'État de François Hollande, une certaine Pompili Barbara, puisse être remise en cause par la ministre d'Etat d'Emmanuel Macron, une certaine... Barbara Pompili. Après plusieurs années à construire un rapport de force ayant rassemblé plus de 200 000 personnes, les associations et apicultrices avaient réussi à faire interdire les insecticides "tueurs d'abeilles", à quelques voix près à l'Assemblée nationale. Parce que notre "démocratie" est encore très loin de s'affranchir de la pression des petit-es chimistes faisant profession d'agriculteur, délais et dérogations ont été prévus. Votée en 2016, l'interdiction des néonicotinoïdes ne devenait effective qu'en 2018 avec la possibilité d'y déroger jusqu'au 1er juillet 2020. Les lobbies avaient donc quatre ans pour se conformer à l'interdiction. Mais ces lobbies ont le pouvoir du temps. Ils résistent, renâclent, mais ne renoncent jamais. Ils n'ont donc nullement mis à profit ce délai pour trouver des alternatives et changer de pratiques agricoles. Telle la cigale qui chanta tout l'été, ils s'en trouvèrent fort dépourvus lorsque l'interdiction fut venue... Accorder des dérogations comme le souhaite donc ce gouvernement, c'est donner quitus au double jeu des lobbies qui n'acceptent jamais une décision politique. ils ne s'y conforment pas et attendent simplement qu'une impasse née de leur attentisme influe sur la décision politique. Alors que chacun-e sait que la persistance des néonicotinoïdes dans les plantes, les sols, et l'eau en font de redoutables toxiques pour les insectes pollinisateurs en général et pour les abeilles en particulier, déroger à l'interdiction de cette famille d'insecticide. revient à se conformer à la longue série de ministres de l'Ecologie qui oeuvrent au mieux à l'édification du moins pire des mondes, acceptant ici les petits pas en avant et là les grands bonds en arrière. Après avoir intériorisé ce bizutage en règle, cette ministre en ressort affaiblie. Les lobbies mesurent précisément le degré de plasticité de chaque acteur ou actrice et élaborent leur stratégie à l'aune de leur capacité à influencer sur le cours des choses. Dé fait, le signal adressé par cette ministre est de très mauvais augure; car de cette première décision naît un climat, une ambiance. À peine arrivée, elle est sur la défensive, obligée de se justifier. À l'heure de la nécessaire rupture écologique, le gouvernement Castex a donc réussi un jeu de billard à trois bandes en donnant des gages au lobby agrochimiste tout en affaiblissant d'entrée de jeu sa ministre de la Transition écologique.



(suite au prochain numéro)

Rappel : les bulletins DEV précédents sont consultables sur [https:// voironnais.eelv.fr](https://voironnais.eelv.fr)

Si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin, il suffit de le demander par retour de mail ;

EFFET DE SERRE

Ch 18 - CONFERENCE DE NAIROBI (KENYA) COP 12 (suite)



**INSTALLATION DU PRINTEMPS EN COURS...
44% COMPLÉTÉ. Installation retardée
....Attendez svp. Installation Échouée.
Essayez de nouveau. erreur 404: Saison
Introuvable. Saison "Printemps" n'a pu
être localisée. La saison que vous
recherchez peut avoir été supprimée,
déplacée, ou est temporairement
indisponible. Veuillez réessayez plus tard...**

24 octobre 2007..... L'Académie des sciences des Etats-Unis publie une étude qui dénonce une rapide hausse du taux de CO2 dans l'atmosphère : la croissance économique mondiale provoque un accroissement plus rapide que prévu de la teneur en dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Depuis 2000, le taux de CO2 a augmenté de 35 %, un résultat dû pour moitié à un fort usage des combustibles fossiles et, pour l'autre moitié, à un déclin de la capacité d'absorption du CO2 par les forêts et les océans.

24 octobre 2007..... Le Parlement européen propose un nouveau délai pour les rejets automobiles de CO2 : le commissaire à l'environnement, Stavros Dimas, estime que le Parlement européen s'est montré moins ambitieux que la Commission en votant un rapport sur la réduction des émissions de CO2 demandant que les moteurs des voitures ne rejettent pas plus de 125 g de CO2 par kilomètre à partir de 2015. La Commission, qui compte légiférer d'ici à la fin de l'année, veut réduire à 130 g par kilomètre la pollution des moteurs d'ici à 2012 et estime que 10 g par kilomètre supplémentaire peuvent être économisés dès cette année-là grâce à des efforts sur la climatisation ou les biocarburants. Le Vert luxembourgeois Claude Turmes juge que Strasbourg fait un cadeau à l'industrie automobile.

11-15 novembre 07..... Au 20ème Congrès mondial de l'énergie, à Rome (Italie), les dirigeants des multinationales du secteur de l'énergie estiment que l'atome civil est une des réponses au réchauffement climatique. Dans les pays qui ont renoncé au nucléaire, en Allemagne, en Italie, en Suède et en Belgique, les patrons des groupes d'électricité font pression sur le gouvernement pour le dissuader d'appliquer cette décision. Des appels sont lancés pour intensifier la recherche dans le nucléaire nouvelle génération qui devrait brûler moins d'uranium et produire moins de déchets. Les 28 pays membres de l'AEN (Agence de l'énergie nucléaire) préviennent que si aucune mesure n'est prise, le secteur risque d'être confronté à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, tant pour assurer le contrôle et le fonctionnement des centrales existantes que pour en construire des nouvelles.

13 novembre 2007..... Le Parlement européen approuve le projet de la Commission incluant l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Il va même plus loin qu'elle en réclamant que le système concerne tous les vols dès 2011, alors que la Commission proposait la date de 2012 pour les vols entre l'Union européenne et les pays tiers. Les députés suppriment la dérogation pour les vols officiels au motif que les gouvernements doivent donner le bon exemple. En outre, il souhaite que les compagnies se voient attribuer moins de quotas au départ (90% de la moyenne annuelle de 2004 – 2006, au lieu de 100%). Le conseil des ministres devrait se prononcer sur ces amendements en décembre.

17 novembre 2007..... Depuis une semaine à Valence, en Espagne, quelque 400 délégués du GIEC examinent un "résumé à l'intention des décideurs" d'une vingtaine de feuillets à partir de 3000 pages de travail fournies. Ce bref résumé du quatrième rapport revêt une importance particulière. Il sera, pour les cinq prochaines années, le document de référence sur le changement climatique à l'usage des gouvernements et des institutions internationales. Il sera rendu public quelques jours avant l'ouverture, le 3 décembre, à Bali en Indonésie de la COP 13. Le GIEC y réaffirme que le réchauffement du système climatique est sans équivoque. Les prévisions pour 2100 sont rappelées (augmentation de la température moyenne terrestre entre 1,1°C et 6,4°C et élévation des océans entre 18 cm et 59 cm). Cependant, certains chercheurs regrettent, à cause de la lenteur du dispositif, la non prise en compte des récents travaux qui montrent que les océans et les forêts n'absorbent pas autant le CO2 que prévu, que les glaciers polaires se réduisent plus rapidement qu'escompté.

20 novembre 2007..... Les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés ne sont toujours pas sous contrôle : selon les données publiées par le secrétariat de la Convention des Nations unies sur le changement climatique, elles ont même augmenté de 2,6% entre 2000 et 2005, après une décrue lors de la décennie précédente. Ce chiffre n'inclut pas les émissions des pays émergents et de la Chine. Au total, sur la période 1990-2005, les pays développés ont néanmoins réduit leurs émissions de 2,8%. Le protocole de Kyoto leur fixe un objectif de réduction de 5% pour la période 2008-2012. L'Union européenne parvient à réduire de 1,5% ses émissions par rapport à 1990., loin de son objectif de réduction de 8%. L'Espagne, le Portugal et l'Irlande font figure de mauvais élèves (avec +26%), tandis que l'Allemagne et le Royaume-Uni réalisent les meilleures performances (avec -14%). La France réduit ses émissions de 1,6%.

(suite au n° suivant)

NICOLAS HULOT

CH9– Ministre de l’environnement (suite)

3 mai 2018..... Delphine Batho, 45 ans, député des Deux-Sèvres, ancienne ministre de l’écologie, quitte le parti socialiste pour prendre la tête, à partir de septembre, de Génération Ecologie (GE) qui compte environ 2000 adhérents. Elle donne un entretien au journal Le Monde. Elle explique que son objectif est de faire de Génération Ecologie le parti d’une révolution non-violente, celui de l’écologie intégrale. Elle veut que l’écologie ne soit plus considérée comme une force d’appoint ou marginale, mais centrale. Quand 15 000 scientifiques disent «bientôt il sera trop tard », cela doit déterminer les choix économiques et sociaux. Les autres formations, EELV, l’union des démocrates et écologistes, Génération.s ou la France Insoumise, ne préconise aucune ligne d’autonomie, de construire une force politique de l’écologie à vocation majoritaire pour avoir un gouvernement 100% écologiste. GE est pour une écologie ouverte, pragmatique, non sectaire et ancrée dans le travail de terrain. Ce sera une alternative. On doit s’attaquer à la crédibilité économique et sociale du projet écologiste. EELV n’a pas échappé au travers des vieux appareils politiques. Elle se souvient du silence sur la baisse du budget de l’écologie, qui était une régression. On lui demande si le parti socialiste a pris le virage écologiste. Elle répond : C’est difficile de donner du crédit à des changements de logo, à des slogans, quand on déplore l’abandon du projet de Notre-Dame des Landes ou que l’on ne se prononce pas pour l’interdiction du glyphosate. Cela fait un moment qu’elle ne se fait plus d’illusions. Elle a proposé un tournant pour faire du PSI une force écologiste et féministe, mais un autre chemin, conservateur, a été choisi. Désormais, sa vie et sa tâche sont ailleurs, elle n’a pas de regrets. Elle dit qu’il faut penser un nouveau modèle politique et économique. On souffre de l’absence d’une internationale écologiste, il y avait les altermondialistes dans les années 1990 et 2000, mais leur élan a été cassé par les violences. A propos de Hulot : les marges de manœuvre des ministres de l’écologie au sein de gouvernements qui ne sont pas écologiques sont toujours limitées, se heurtent à des résistances. À cet égard, on est plus dans une continuité par rapport au passé que dans un nouveau monde. On lui demande enfin s’il y aura une liste GE aux élections européennes : le débat est ouvert. Elle est déjà députée et ne court pas après un autre mandat. Mais ces élections sont une échéance importante, on se déterminera à la rentrée.



3 mai 2018..... La revue «Challenges » a voulu noter les ministres de plein exercice selon trois critères : Leur compétence, leur performance et leur leadership. Le ministre de l’écologie Nicolas Hulot n’est que dixième sur 14. Il a 5,8/10 en compétence, 4,1/10 en performance, 5,7 en leadership. En fait, tout le monde est déçu par Nicolas Hulot. S’il est le plus populaire, solidaire du gouvernement, tout le monde se demande ce qu’il a fait. Il n’a pas bouleversé à donner. Par exemple, certains regrettent qu’on ne l’ait pas plus entendu sur la SNCF, qui est son ministère et où il pouvait avoir un discours prospectif.

8 mai 2018..... Un an après son élection, Macron a fait du climat une arme diplomatique, mais il n’a pas impulsé de changements profonds à l’échelle de la France. En convainquant Nicolas Hulot d’entrer au gouvernement, en hissant le ministre de la transition écologique et solidaire au deuxième rang dans l’ordre protocolaire gouvernemental, Macron avait d’emblée placé l’écologie en tête de ses priorités. Pourtant, le candidat d’En Marche avait accordé une maigre place à l’environnement. Un an après son élection, le bilan en la matière est plus que mitigé. L’action du chef de l’État se résume à des prises de parole extrêmement fortes, notamment sur le climat, accompagnées de politiques timides, voire symboliques. Pour les écologistes, le gouvernement tient de beaux discours, mais son but suprême est le développement du commerce international, mais pas la défense et la préservation de l’environnement. Sitôt Nicolas Hulot nommé, le doute s’est installé quant à la pérennité du ministre et à sa capacité à peser sur les choix du gouvernement, à changer un modèle économique au regard des impératifs climatiques et environnementaux. Combien de temps le novice allait-il tenir ? Les premières décisions de l’exécutif ont fixé immédiatement les limites de sa marge de manœuvre. Recul sur la baisse du nucléaire dans le mix énergétique, affaiblissement de la définition des perturbateurs endocriniens, interdiction limitée du glyphosate, influence peu convaincante par les États généraux de l’alimentation. Contraint de composer, le ministre s’est donné un an pour juger de l’utilité de son action. Un épisode plus personnel considérablement affaibli, des rumeurs de harcèlement sexuel et de viol. Depuis, Hulot s’est effacé réduisant ses interventions médiatiques. En matière environnementale, la décision phare du gouvernement est l’abandon de l’aéroport de Notre-Dame des Landes. Le maintien de Hulot au gouvernement était probablement à ce prix. Deux ans après le succès de la COP 21, le climat reste avant tout pour Macron une arme diplomatique au niveau international, mais à l’échelle française en revanche, Macron n’a pas encore donné d’impulsion claire pour ériger la France en modèle unanime de transition bas carbone. Quand poussera-t-il enfin la logique climatique jusqu’au bout ?

(suite au n° suivant)

L'EPR (European Pressurised Reactor)

ch3 – EPR de Flamanville pour EDF, EPR en Finlande pour Areva (suite)



Début décembre 2004..... La Finlande, par l'électricien TVO, décide d'acheter un réacteur EPR à Areva sous condition. Parmi celles-ci, celle dite «à prix fixe». Quel que soit le coût réel de réalisation du réacteur, les Finlandais ne paieront pas les surcoûts prévisibles du chantier. L'Areva bénéficie pour cela d'une assurance de la Coface (organisme financé par l'État qui couvre les éventuelles défaillances dans le paiement des grosses exportations françaises). Autant dire que si le coût fixé est dépassé (ce qui est pratiquement toujours le cas pour un chantier), ce sont nos impôts qui paieront la différence. Le 14 décembre, le réseau Sortir du Nucléaire déposera plainte devant Bruxelles pour dénoncer l'illégalité d'un tel montage financier.

15-16 janvier 2005..... CNIR des Verts à Paris : Le premier jour, les 120 membres du Cnir n'arrivent pas à élire leur nouveau collège exécutif. Deux listes sont proposées : l'une menée par la porte-parole Mireille

Ferri, dont la motion «Rassembler» était arrivée en tête lors du vote de novembre, l'autre est conduite par Yann Werhling, également porte-parole, arrivée troisième du vote militant de novembre pour le courant «Ecolo», et soutenu par d'autres courants. Au bout de deux tours, seul Yann Werhling reste mais il n'obtient pas 60 % des voix. Le lendemain, c'est bien finalement Yann Werhling, jeune Alsacien de 33 ans, qui est élu secrétaire national des Verts en recueillant 62,62 % des voix et succédant à Gilles Lemaire. Le CNIR décide de lancer une campagne nationale de grande ampleur contre l'implantation de centrales EPR et en fait une condition incontournable d'un accord politique avec le PS. Les porte-parole sont désormais Cécile Duflot et Sergio Coronado.

25 janvier 2005..... Travaux en cours pour l'EPR de **Flamanville**: construction des lignes THT. Alors que le gouvernement continue à nous dire que le débat est ouvert, RTE, Réseau de transport électrique, annonce aujourd'hui qu'il dépose une demande pour tirer trois nouvelles lignes à haute tension entre le site de Flamanville et respectivement Rennes, Lava! et Rouen (entre 260 et 300 pylônes).

23 février 2005..... Alors que le gouvernement a du mal à boucler le budget qui permettrait de construire le réacteur nucléaire EPR en France, il vient de lancer un appel aux gros industriels pour qu'ils entrent dans le capital d'une société qui gérerait le réacteur. Argument pour cela : en Finlande, ce sont les papetiers qui ont commandé un éventuel EPR pour mieux contrôler le prix de leur énergie. EDF confirme qu'elle négocie avec des industriels, mais que ceux-ci ne manifestent aucun intérêt pour ce nouveau réacteur qui produira une électricité estimée trop chère. Selon les estimations d'EDF, le coût du MWh serait de 35 euros si l'EPR est construit en série, mais de 41 pour le premier seul. Aujourd'hui, les industriels paient leur électricité entre 30 et 33 euros et regardent ce qui se passe à l'étranger où l'électricité est souvent produite hors nucléaire et avec des prix moindres (en particulier dans le cas de cogénération gaz).

27 février 2005..... Quand EDF prépare l'opinion à l'EPR : Pour justifier de la relance du nucléaire, il faut faire croire à la population que nous risquons de manquer d'électricité. Pour cela, tous les moyens sont bons. Aujourd'hui, suite à une vague de froid, les médias nous annoncent, sous l'impulsion d'EDF qui fournit les données, que l'on manque de courant et qu'il faut en importer d'Allemagne. Aucun journaliste ne se pose la question de savoir comment l'Allemagne, qui sur l'année est importatrice de courant de la France, peut ainsi nous fournir du courant alors qu'il fait encore plus froid chez nos voisins. Chez eux le chauffage électrique est l'exception et le froid ne se traduit pas par une hausse de consommation. Mais le message commence à passer: on va manquer de courant. Il y aura rebelote le 7 mai 2005 à Marseille avec une vaste panne de courant qui selon les médias "prive de courant tout le littoral de Marseille à Nice", Des lecteurs de Nice et de Toulon nous signaleront n'avoir constaté aucune coupure de courant. Mais les médias locaux insultent les écologistes qui depuis des années se battent pour faire respecter la loi en interdisant la construction d'une nouvelle ligne à haute tension à travers le site protégé des gorges du Verdon. Parions que ce genre d'incident va se multiplier dans les années à venir. Rappelons qu'en 2003 (chiffres EDF), la France a exporté 73,1 milliards de kWh soit 13% de notre production.

Mars 2005..... La France régresse dans les énergies renouvelables. Certains disent qu'en France l'éolien connaît une croissance : 52% de puissance en plus en 2004. Mais cela signifie seulement que l'on est passé de 253 MW à 386 MW, alors que pour tenir nos engagements européens il nous faudrait en installer 2000 MW par an, ce que font nos voisins allemands (16 000 MW installés) et espagnols (8200 MW installés). Même l'Italie, longtemps en retard, nous dépasse aujourd'hui largement avec 1125 MW installés. Nous sommes en effet censés arriver en 2010 entre 10 000 et 12 000 mégawatts. Dans le domaine du photovoltaïque, la situation est tout aussi molle : 27 MW seulement installés en 2004. Alors que la directive européenne nous impose d'avoir 21% d'énergies renouvelables en 2010, la part des renouvelables ne fait que baisser dans le bilan global français du fait de l'envolée de notre consommation d'énergie. Nous sommes ainsi passés de 18% renouvelables en 1990 à 13,5% en 2003. La situation risque de ne pas s'améliorer, la France misant pour le moment toutes ses aides dans deux domaines nucléaires, le futur **EPR** et le développement de l'ITER.

(suite au n° suivant)

LES EAUX DE MARS, chanson printanière



1973..... Georges Moustaki sort une adaptation de la chanson d'un auteur brésilien Antonio Carlos Jobim "Les Eaux de mars". C'est une bossa-nova lancinante dont les paroles annoncent la fin de l'été, le début de l'automne (car on est dans l'autre hémisphère). Voilà qui peut donner des visions et des sensations aimées par les écologistes en balade dans la nature, c'est une idée du printemps. Sur la planète Mars, on a aussi de la glace aux pôles. Voici les paroles :



"Un pas, une pierre, un chemin qui chemine / Un reste de racine, c'est un peu solitaire / C'est un état de verre, c'est la vie, le soleil / C'est la mort, le sommeil, c'est un piège entrouvert /

Un arbre millénaire, un nœud dans le bois / C'est un chien qui aboie, c'est un oiseau dans l'air / C'est un tronc qui pourrit, c'est la neige qui fond / Le mystère profond, la promesse de vie /

C'est le souffle du vent au sommet des collines / C'est une vieille ruine, le vide, le néant / C'est la pie qui jacasse, c'est l'averse qui verse / Des torrents d'allégresse, ce sont les eaux de Mars /

C'est le pied qui avance à pas sûr, à pas lent / C'est la main qui se tend, c'est la pierre qu'on lance / C'est un trou dans la terre, un chemin qui chemine / Un reste de racine, c'est un peu solitaire /

C'est un oiseau dans l'air, un oiseau qui se pose / Le jardin qu'on arrose, une source d'eau claire / Une écharde, un clou, c'est la fièvre qui monte / C'est un compte à bon compte, c'est un peu rien du tout /

Un poisson, un geste, c'est comme du vif argent / C'est tout ce qu'on attend, c'est tout ce qui nous reste / C'est du bois, c'est un jour le bout du quai / Un alcool trafiqué, le chemin le plus court /

C'est le cri d'un hibou, un corps ensommeillé / La voiture rouillée, c'est la boue, c'est la boue / Un pas, un pont, un crapaud qui croasse / C'est un chaland qui passe, c'est un bel horizon /

C'est la saison des pluies, c'est la fonte des glaces / Ce sont les eaux de Mars, la promesse de vie / Une pierre, un bâton, c'est Joseph et c'est Jacques / Un serpent qui attaque, une entaille au talon /

Un pas, une pierre, un chemin qui chemine / Un reste de racine, c'est un peu solitaire / C'est l'hiver qui s'efface, la fin d'une saison / C'est la neige qui fond, ce sont les eaux de Mars /

La promesse de vie, le mystère profond / Ce sont les eaux de Mars dans ton cœur tout au fond / Un pas, une... pedra é o fim do caminho / E um resto de toco, é um pouco sozinho... /

Un pas, une pierre, un chemin qui chemine / Un reste de racine, c'est un peu solitaire..."

